

## Une nouvelle menace confessionnelle au Moyen-Orient ?

Joost Hiltermann\*

*Joost Hiltermann est directeur adjoint du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'International Crisis Group*

### Résumé

*Une résurgence chiite en Irak a provoqué une réaction brutale parmi les sunnites dans toute la région, faisant craindre une fracture confessionnelle qui fausse et aggrave les conflits locaux. Après avoir examiné les origines, les manifestations et les implications du schisme, l'auteur conclut que la bataille qui se livre dans la région oppose, pour l'essentiel, non pas les sunnites et les chiïtes mais les États-Unis et l'Iran. Un rapprochement entre ces deux pays contribuerait grandement à réduire les tensions sectaires, mais l'action la plus efficace à long terme contre le sectarisme lui-même viendra probablement de contraintes systémiques, en l'occurrence des loyautés diverses qui, par un effet de contrepoids, empêchent toute primauté d'une allégeance unique, telle que l'appartenance religieuse.*

\*\*\*

### Une fracture confessionnelle croissante ?

On a beaucoup insisté sur les divisions nouvelles et dangereuses qui opposent sunnites et chiïtes au Moyen-Orient, résurgence politique virulente de ce très ancien schisme de l'islam menaçant de miner un système étatique qui s'atrophie, fondé sur des identités nationales fragiles et dangereusement affaibli par l'illégitimité de régimes autocratiques qui perdurent. La montée du chiïsme en Irak après l'invasion semble avoir enhardi les populations chiïtes de toute la région, dans un « renouveau » nourri de siècles de discrimination et de répression de leur culture et de leurs rites religieux. Ce phénomène a provoqué une réaction brutale parmi les sunnites et suscite des craintes d'instabilité dans les territoires arabes (par exemple, les majorités chiïtes au pouvoir en Irak et cherchant à y accéder à Bahreïn), ainsi que d'un véritable séparatisme dans le cas de la population chiïte de la Province de l'Est saoudienne, riche en pétrole.

S'il est indéniable que les discours se sont multipliés au sujet de cette fracture et que des actes de violence sectaire épouvantables ont été commis en Irak, l'évolution récente de la situation ne semble pas indiquer que l'on soit en présence d'une divergence irréconciliable. La montée de l'islam chiïte en tant qu'identité prédominante en Irak et dans d'autres pays où les chiïtes constituent une majorité de la population est peut-être réelle, mais elle est modérée constamment et profondément par des sources rivales d'identité et de loyauté. La nation, l'ethnie, la tribu, le clan et la famille demeurent tous des marqueurs identitaires au moins aussi puissants que l'appartenance religieuse. Dans les situations caractérisées par le chaos et l'incertitude (comme c'est le cas aujourd'hui en Irak), où l'État a perdu la position dominante qu'il occupait jusque-là dans tous les aspects de la société, l'identité des gens s'est fragmentée

---

\* Original anglais, publié sous le titre "A new sectarian threat in the Middle East?", dans *International Review of the Red Cross*, Vol. 89, N° 868, décembre 2007, pp.795-808.

tout autant que les sources de pouvoir et de violence elles-mêmes, et la religion n'est plus qu'une entité parmi plusieurs qui se disputent les allégeances au sein de la population.

En fait, le conflit le plus lourd de conséquences au Moyen-Orient est celui qui oppose, d'un côté, un pouvoir « chiite » prétendant être autre chose – l'Iran – et, de l'autre, les États-Unis et leur groupe d'amis disparate (à la fois Israël et des États arabes « sunnites » tels que l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie). Une rivalité intense entre les États-Unis et l'Iran, tous deux visant la prédominance, remodèle les alliances et définit, ou redéfinit, des conflits tant anciens que nouveaux. Preuve en est l'embarquée qui a frisé la guerre civile au Liban, l'« auto-coup d'État » du Hamas à Gaza et la violente bataille pour le pouvoir en Irak.

Décrire comme un problème de sectarisme cette lutte entre une superpuissance mondiale et une superpuissance régionale sert à la fois les intérêts d'acteurs politiques espérant distancer des concurrents plus scrupuleux, et ceux de régimes autocratiques cherchant à gagner des concours de popularité au lieu d'élections libres, et à garder par là-même les rênes du pouvoir. Ainsi, les stratégies politiques alimentent le discours sectaire actuel qui, si l'on n'y met pas un terme, pourrait devenir une prophétie qui s'autoréalise, créant des divisions politiques là où seules des différences sociales, culturelles et religieuses existaient jusque-là.

Les atrocités engendrées par le sectarisme (par exemple, les meurtres ciblés de chiites et de yézides en Irak) et les discours incendiaires (prononcés par le défunt chef d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab al-Zarkaoui, par une multitude de religieux salafis, et même par des dirigeants régionaux) devraient par conséquent être condamnés publiquement pour le fanatisme et le danger qu'ils représentent. Surtout, un apaisement des tensions entre les États-Unis et l'Iran supprimerait une des raisons d'être de la rhétorique sectaire et contribuerait ainsi à freiner une tendance dangereuse. Cependant, s'il est urgent que les relations entre les États-Unis et l'Iran s'améliorent, la solution la plus efficace à long terme face à une fracture confessionnelle grandissante au Moyen-Orient est probablement un environnement qui permette un effet de contrepoids entre des loyautés diverses et empêche ainsi toute primauté d'une allégeance unique, telle que l'appartenance religieuse.

## Antécédents

On a assisté ces trois dernières années à une augmentation alarmante de la violence confessionnelle en Irak, conjuguée à une montée en puissance du discours sectaire. On peut entendre des sunnites appeler les chiites des « *rawafidh* » (ou « ceux qui rejettent » l'affirmation selon laquelle la lignée du prophète remonterait à Omar, et qui disent au contraire descendre d'Ali), et des chiites qualifier les sunnites d'« *Umawiyin* » (Omeyyades ou descendants de la dynastie qui gouverna le monde musulman après le meurtre d'Ali), ou encore de « wahhabites » ou de « *takfiri* »<sup>1</sup>. Des groupes rebelles sunnites, tels qu'Al-Qaïda en Irak, tuent des chiites (et d'autres qu'ils considèrent comme des apostats)<sup>2</sup>, tandis que des milices chiites tuent des sunnites. Les uns et les autres prennent souvent le nom figurant sur la carte d'identité de la victime comme preuve de l'appartenance religieuse de cette personne<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Les wahhabites sont des disciples de Mohammed Ibn Abd-al-Wahhab, prédicateur saoudien du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les *takfiri* (ci-après « takfiris ») sont des musulmans qui considèrent les musulmans ayant d'autres convictions comme des apostats. Certains salafis djihadistes, par exemple, ont déclaré que les chiites étaient des infidèles.

<sup>2</sup> Pour preuve, les attaques à la voiture piégée visant deux villages yézides en août 2007, qui ont fait des centaines de morts. Les yézides sont en majorité des Kurdes qui suivent les préceptes d'une religion préislamique que leurs détracteurs, tels qu'Al-Qaïda en Irak, qualifient de culte du diable.

<sup>3</sup> Ces observations sont fondées sur une étude conduite séparément en Irak par la Brookings Institution et l'International Crisis Group. Voir Ashraf al-Khalidi et Victor Tanner, *Sectarian Violence: Radical Groups Drive*

Phénomène tout aussi inquiétant, la montée du sectarisme en Irak a trouvé un écho dans toute la région, mettant au jour une faille qui jusqu'alors était restée en grande partie submergée<sup>4</sup>.

Quelles sont les sources de ce nouveau sectarisme ? Si c'est en Arabie saoudite que « le message (de l'islam) fut lancé » au VII<sup>e</sup> siècle, l'Irak fut le théâtre d'événements qui déchirèrent la nouvelle religion peu après sa naissance et déclenchèrent par la suite des conflits entre les deux branches majeures qui se formèrent. Les descendants de la fille du prophète Mohammed, Fatima, et de son mari Ali affirment que celui-ci et leurs fils furent à tort privés de la succession du prophète en faveur d'une dynastie rivale, les Omeyyades, fondée par Muawiya, qui prit la place d'Ali, quatrième calife. Ali, puis son fils Hussein, furent tués sur le territoire qui est aujourd'hui l'Irak. Depuis lors, les leitmotivs de l'islam chiite ont été l'exclusion, l'injustice et le martyre, qui ont toujours eu une résonance très forte dans l'histoire de l'Irak.

Malgré ces débuts extrêmement difficiles, les sunnites et les chiites ont le plus souvent vécu ensemble en paix, coexistence paisible due en partie au fait que la plupart des chiites ont accepté la domination sunnite dans l'attente du retour du 12<sup>e</sup> imam – l'imam « caché » –, le *mahdi* (en substance, le messie chiite). De leur côté, les dirigeants sunnites ont toléré les chiites. Si des troubles éclataient, c'était souvent parce que des acteurs politiques utilisaient la ferveur religieuse pour gagner un soutien à leur cause<sup>5</sup>. Les sentiments jouaient un rôle important, et perduraient. Ainsi, la rivalité entre les empires safavide et ottoman s'exprima souvent en termes sectaires.

Pour comprendre l'exemple le plus récent de ce type de troubles, il convient d'examiner la révolution islamique en Iran à la fin des années 1970 et la résurgence chiite à laquelle elle contribua. La fin du régime haï du chah renforça la position des communautés chiites dans toute la région, bien que l'objectif déclaré du nouveau régime d'exporter la révolution islamique ait échoué, l'Irak ayant refroidi la ferveur islamiste de l'Iran en huit années d'un massacre incessant. Contrairement aux craintes fréquemment exprimées, les communautés chiites des États fragiles du Golfe – quoique encouragées à réclamer une représentation équitable au sein de leurs pays respectifs – n'ont jamais adhéré à l'idée khomeyniste d'un islam chiite politisé qui défendait le *wilayet al-faqih*, l'autorité du jurisconsulte théologien.

---

*Internal Displacement in Iraq*, Brookings Institution, Washington, DC, octobre 2006, disponible en anglais à l'adresse [http://brookings.edu/fp/projects/idp/20061018\\_DisplacementinIraq\\_Khalidi-Tanner.pdf](http://brookings.edu/fp/projects/idp/20061018_DisplacementinIraq_Khalidi-Tanner.pdf) (date d'accès : 22 septembre 2007) ; et International Crisis Group, *The Next Iraqi War? Sectarianism and Civil Conflict*, Bruxelles, février 2006, disponible en anglais et en arabe à l'adresse <http://www.crisisgroup.org> (date d'accès : 22 septembre 2007). De nombreux sunnites et chiites en Irak sont laïques, mais cette caractéristique s'est effacée dans le nouveau climat polarisé, tout comme le centrisme laïque s'est évaporé. De la même façon, les fréquents mariages mixtes entre sunnites et chiites, notamment parmi les élites laïques, ne sont plus d'actualité car les conflits fondés sur la différence confessionnelle se propagent à travers les communautés, les quartiers et même les familles. Ces événements causent des problèmes aux gens dont le nom est maintenant censé représenter l'une ou l'autre branche de l'islam. Pour ne citer qu'un exemple, on part du principe que les « Ali » (en Irak) sont chiites et les « Omar », sunnites – et ce, bien que de nombreux Ali soient sunnites et de nombreux Omar chiites.

<sup>4</sup> Certains points de vue exposés dans cet article sont inspirés d'un article d'Adnan Abou Odeh, ancien conseiller principal des rois Hussein et Abdallah II de Jordanie : « Don't make too much of Iran », *Globe and Mail*, 24 juillet 2006.

<sup>5</sup> Voir International Crisis Group, *Comprendre l'islamisme*, Bruxelles, mars 2005, pp. 19-24, disponible à l'adresse <http://www.crisisgroup.org> (date d'accès : 22 septembre 2007). À certaines époques, les chiites ont résisté à des régimes oppresseurs. Un religieux chiite saoudien affirmait : « On ne peut pas séparer l'islam chiite de la politique. C'est dans la nature des chiites de lutter contre l'oppression et c'est dans la nature des gouvernements d'opprimer, donc, naturellement, il y a affrontement. » [traduction CICR – cité dans l'article de Faiza Saleh Ambah, « In Legacy of a Revered Martyr, Saudi Shiites Find Sustenance », *Washington Post*, 31 janvier 2007). Cela semble être l'exception ; dans la plupart des cas, les chiites ont accepté le pouvoir sunnite, qu'il soit oppressif ou non.

Cependant, le pouvoir acquis par les religieux dans un pays aussi riche et important que l'Iran servit de modèle et d'inspiration aux islamistes du monde entier, qu'ils soient chiites ou sunnites. Il insuffla un nouveau dynamisme, par exemple, aux Frères musulmans (sunnites). En même temps, la résurgence chiite provoqua une réaction brutale chez les sunnites, engendrant des formes radicales d'islam sunnite (souvent des groupes qui avaient rompu avec les Frères musulmans) – notamment un renforcement du salafisme, qui se considéra comme l'adversaire direct de l'islam chiite. Ses adhérents trouvèrent un terrain d'essai dans l'Afghanistan occupé par les Soviétiques et en ressortirent enhardis, avec un programme de djihad violent visant les régimes répressifs de leurs pays. À cette époque, l'Arabie saoudite investissait énormément dans le renouveau sunnite, fondant des centres d'étude, diffusant des textes et construisant des mosquées dans tout le monde musulman<sup>6</sup>. Le retour violent des « Arabes afghans » qu'elle avait encouragés à lutter contre les Soviétiques fut une conséquence involontaire de cet effort, une forme dangereuse et embarrassante de « retour de flamme ».

Au début, il n'y avait pas de conflit direct entre les deux branches de l'islam radical, et ce pour plusieurs raisons : l'Iran avait une population sunnite peu importante<sup>7</sup>, sa révolution islamique était efficacement contenue par l'Irak et les États arabes et, aux yeux des Arabes, le sectarisme que représentait la révolution était relégué au second plan par le conflit ethnique/national qui sous-tendait la guerre entre l'Iran persan et l'Irak arabe<sup>8</sup>. Le principal ennemi, en d'autres termes, n'était pas les hordes chiites mais bel et bien les hordes persanes menaçant les terres arabes de l'Irak, dans un conflit de frontières entre voisins, même si les attaques des jeunes soldats iraniens qui déferlaient par « vagues humaines » étaient motivées par un zèle islamique chiite et une vénération pour Khomeyni en tant que chef suprême chiite. Pour sa part, la population irakienne à majorité chiite se battait volontiers, et même courageusement, contre l'Iran chiite, exprimant sa loyauté avant tout envers l'arabisme, et dans une moindre mesure envers un régime brutal mais laïque, dont la forme caractéristique de violence n'était pas la répression discriminatoire mais le meurtre de tous les opposants politiques sur un pied d'égalité. (Parmi ces opposants figuraient les partis islamistes chiites, tels que le Dawa, qui s'inspirait de la révolution iranienne et dont les dirigeants furent supprimés par le régime et les membres décimés.)

Tout au long de la guerre Iran-Irak, cependant, on pouvait entendre l'écho de la « sectarisation » du vieux conflit entre Safavides et Ottomans, les dirigeants des deux pays utilisant des références religieuses pour se désigner eux-mêmes et caractériser leurs ennemis et leurs batailles, immanquablement en termes sectaires. Les Kurdes fayli furent un des groupes victimes de cette pratique : ils furent déportés en Iran par le régime de Saddam

---

<sup>6</sup> Les Saoudiens ont encouragé activement leur religion d'État, le wahhabisme, pour des raisons politiques, afin de contrer la révolution islamique en Iran. Que cette branche saoudienne particulière de l'islam ait été un puissant facteur de mobilisation ne devrait pas surprendre, étant donné ses origines politiques plutôt que religieuses. Voir par exemple l'article de Faiza Saleh Ambah, « Saudi writer recasts Kingdom's history », *Washington Post*, 4 février 2007, citant les écrits de l'universitaire saoudien Khaled al-Dakhil. Mohammed ibn Abd al-Wahhab avait pour but, plutôt que de protéger la région « du déclin de la foi, du polythéisme et de l'idolâtrie généralisée (...), de créer un État fort pour compenser le système tribal qui se désintégraient », trouvant en Mohammed ibn Saoud, fondateur de la dynastie saoudienne, un « allié » [traduction CICR]. L'essor de cette nouvelle idéologie s'accompagnait d'ostracisme (*takfir* ou « excommunication ») envers tous ceux qui prenaient leurs distances ou refusaient de rejoindre le nouvel État saoudien.

<sup>7</sup> L'Iran compte plusieurs groupes musulmans sunnites, dont des Arabes, des Baloutches et, surtout, des Kurdes. Le conflit de ces derniers avec l'État central, cependant, est mû essentiellement par des enjeux nationaux et non religieux.

<sup>8</sup> Inutile de préciser que nous devons être très prudents en ce qui concerne ces catégories. Il ne faut pas négliger le caractère multiethnique de l'Iran et de l'Irak, qui comptent tous deux des communautés turques et kurdes importantes, outre d'autres minorités plus petites. Le guide suprême de l'Iran, Ali Khamenei, par exemple, n'est pas « persan » mais azéri.

Hussein, qui prétendait que c'étaient en fait des Persans. Ce n'est pas une coïncidence, cependant, si les Kurdes fayli étaient également chiites<sup>9</sup>.

La question de savoir si le régime Baas irakien était par nature sectaire ou simplement enclin à mettre en œuvre des politiques sectaires est matière à discussion<sup>10</sup>. Le fait est que sa nature oppressive fit naître une opposition qui, à part chez les Kurdes, avait une coloration religieuse particulière. La montée du parti islamique Dawa, par exemple, fut facilitée par la nature à la fois oppressive et laïque du régime<sup>11</sup>. La révolution islamique iranienne transforma ensuite le Dawa en une grave menace interne pour le régime irakien, ce qui explique la dure répression dont il fit l'objet à la fin des années 1970 et dans les années 1980<sup>12</sup>.

La répression engendra la résistance, mais seulement lorsque l'occasion se présenta. Et l'occasion se présenta au début de l'année 1991, quand les forces irakiennes, ayant imprudemment envahi le Koweït, furent boutées hors du pays par une coalition internationale et connurent la débâcle. Sentant la faille, une rébellion populaire prit forme dans le but de déloger le régime du sud du pays – et, si possible, de Bagdad également. Cette révolte revêtit un caractère chiite très marqué lorsque des éléments des brigades Badr, la branche armée du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRRI), traversèrent la frontière depuis l'Iran et essayèrent de prendre la direction des opérations. Le CSRRI et l'organisation Badr étaient des créations iraniennes, et quand ils se lancèrent dans la bataille, le régime irakien put qualifier les rebelles d'islamistes chiites résolus à instaurer une théocratie à la Khomeyni en Irak. La vague de répression qui suivit visait les rebelles et ceux qui, dans la population, les avaient aidés (un concept très flou), mais la dominante chiite de la révolte donna aux représailles du régime une coloration anti-chiite, quelles que fussent les cibles. Des dizaines de milliers de personnes furent tuées. Pour les partis islamistes chiites au pouvoir en Irak depuis les élections de 2005, et pour beaucoup d'autres chiites également, les massacres de 1991 furent perpétrés contre des chiites par un régime sunnite (quelle que fût sa véritable structure)<sup>13</sup>.

Sa crédibilité interne minée et son appareil répressif dangereusement affaibli, Saddam Hussein survécut à la « décennie des sanctions » des années 1990 en se créant de nouveaux soutiens. Il lança une « campagne de retour à la foi » (*al-Hamlah al-Imaniyyah*) pour s'établir une réputation d'homme pieux. Dans la foulée, il encouragea l'islamisation d'une société irakienne majoritairement laïque, démarche qui lui valut un généreux soutien financier de l'Arabie saoudite (laquelle était aussi effrayée par la rébellion chiite que l'était le régime de Saddam lui-même). Même certains religieux chiites de Najaf se virent accorder un

---

<sup>9</sup> Les Kurdes fayli n'ont pas été les seuls chiites irakiens à être déportés en Iran, aussi bien pendant qu'avant la guerre Iran-Irak. Cette pratique visait tout chiite irakien inscrit dans le registre d'état civil comme étant « d'origine persane » (*taba'iyā Faresiyyā*), et non « d'origine ottomane » (*taba'iyā Othmaniyyā*). La distinction ainsi établie avait son origine dans la période ottomane, où les sujets qui essayaient d'échapper au long service militaire invoquaient un ancêtre persan pour faire valoir qu'ils n'étaient pas ottomans. L'État irakien moderne hérita de ce système au début des années 1920. Les régimes républicains postérieurs à 1958 l'utilisèrent pour établir des politiques de déportation servant leurs visées politiques. Voir l'analyse d'Ali Babakhan, « The Deportation of Shi'is During the Iran-Iraq War: Causes and Consequences », dans Faleh Abdul-Jabar (dir. de publication), *Ayatollahs, Sufis and Ideologues: State, Religion and Social Movements in Iraq*, Saqi Books, Londres, 2002, pp. 183-210.

<sup>10</sup> Pour une brève analyse de la question, voir International Crisis Group, *The Next Iraqi War?* (voir ci-dessus note 3), pp. 6-8.

<sup>11</sup> Le parti Dawa a été fondé à la fin des années 1950, avant l'arrivée au pouvoir du parti Baas, en opposition à la popularité de partis laïques tels que le Baas et, surtout, le Parti communiste irakien.

<sup>12</sup> Voir Abdul-Halim al-Ruhaimi, « The Da'wa Islamic Party: Origins, Actors and Ideology », dans Abdul-Jabar, (voir ci-dessus note 9), pp. 149-161.

<sup>13</sup> Les victimes étaient des sunnites et des chiites ; de même, les auteurs des crimes comptaient aussi dans leurs rangs des chiites. L'un des principaux hommes de main du régime, responsable du bain de sang perpétré dans le sud du pays en 1991-1992, était Mohammed Hamza al-Zoubaida, un chiite, qui est mort dans un lieu de détention américain en 2005 avant de pouvoir être jugé pour ses crimes.

peu plus de liberté afin de réduire l'influence de Qom, le principal centre théologique chiite d'Iran<sup>14</sup>. Pour la même raison (consolider son soutien interne), Saddam Hussein revitalisa le système tribal moribond en versant de grosses sommes d'argent à des personnalités tribales, quel que fût leur rang, qui lui juraient fidélité et devenaient ainsi chefs de leur tribu. Il nomma également des personnes issues du milieu tribal sunnite, notamment de sa région d'origine, à des postes clés de l'appareil de sécurité.

En 2003, les racines de l'affrontement sectaire apparaissaient déjà clairement en Irak, mais il fallut attendre le retour des partis islamistes qui avaient été contraints de s'exiler (en particulier le Dawa et le CSRII) et l'arrivée de nouveaux partis (tels qu'Al-Qaïda en Irak) pour faire éclater un conflit latent et le transformer en un cycle de violence sanglante. Dans ce processus, les administrateurs américains – qui ne connaissaient pas l'histoire de l'Irak, ses mouvements, ses institutions et ses personnalités – furent complices à leur insu.

### **L'invasion de l'Irak, un catalyseur**

Le renversement du régime fut l'élément déclencheur. L'échec des États-Unis à rétablir l'ordre public durant la phase critique des premières semaines qui suivirent le renversement du régime, comme par la suite d'ailleurs, permit à l'Irak d'être le théâtre d'une véritable foire d'empoigne politique et criminelle dans laquelle les acteurs non étatiques disposant d'importants moyens d'action violente prirent le dessus. Il s'agissait de groupes d'insurgés (qui, initialement, comprenaient des membres des deux communautés, sunnites et chiites, dont beaucoup étaient laïques), de milices liées aux partis islamistes chiites et kurdes, et de gangs.

Les milices avaient une longueur d'avance, mais la présence clairsemée des forces américaines à travers le pays permit l'entrée de djihadis étrangers, dont l'objectif premier était d'asséner un coup aux Américains en ruinant leurs efforts pour instaurer une démocratie dans un pays ravagé par une mauvaise administration et par les sanctions. Politiquement, des groupes de retour d'exil prirent l'avantage dans un État détruit où les habitants, en majorité laïques, étaient hébétés, désorientés, inexpérimentés et, dans la plupart des cas, n'étaient pas préparés à s'organiser<sup>15</sup>. Il s'agissait des deux partis kurdes (le Parti démocratique du Kurdistan – PDK – et l'Union patriotique du Kurdistan – UPK), du CSRII et du Dawa. Mais le Dawa s'était scindé en exil, et le régime avait tué la plupart de ses membres restés en Irak<sup>16</sup>. De plus, en l'absence de réelle vie politique, il ne fait aucun doute que, les premiers mois, les mosquées commencèrent à jouer un rôle démesuré, mobilisant des communautés tout entières et fournissant des services<sup>17</sup>. Si action politique il y avait, elle était de nature ethno-confessionnelle en ce sens que les identités religieuses, sunnite *et* chiite, étaient mises en avant (à l'époque, toutefois, elles n'étaient pas encore antagonistes – sunnite *contre* chiite).

L'Autorité provisoire de la coalition, l'administration américaine en place durant la première année d'occupation, renforça cette tendance en utilisant pour identifier les communautés des catégories trop générales – arabes/kurdes, sunnites/chiites –, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles correspondaient mal à la réalité irakienne, et en organisant la vie

---

<sup>14</sup> D'où la montée en puissance de Mohammed Mohammed Sadeq al-Sadr, père de Moqtada al-Sadr, qui fut tué avec deux de ses autres fils en 1999, après plusieurs années de relative liberté.

<sup>15</sup> L'exception notable était, et demeure jusqu'à présent, le mouvement Sadr, le seul groupe en dehors de la région kurde qui s'appuie sur une véritable base populaire et qui ait constitué une réelle menace pour la domination du CSRII et du Dawa.

<sup>16</sup> Le PDK et l'UPK ne rentraient pas d'exil au sens strict. Ils dirigeaient la région kurde depuis fin 1991, mais durant cette période, ils n'avaient pas eu accès au reste de l'Irak et participaient activement à l'activité politique en exil.

<sup>17</sup> Les églises ont joué le même rôle dans les toutes petites communautés chrétiennes.

politique selon une conception ethno-confessionnelle. Le Conseil de gouvernement transitoire établi en juillet 2003 en fut le premier exemple institutionnel. Fondé sur le système libanais de la *mouhasasa*, répartition proportionnelle des sièges d'après la taille présumée de la communauté concernée, il était composé de sunnites, de chiites et de Kurdes, avec un Turkmène et un chrétien en plus, pour représenter la mosaïque irakienne<sup>18</sup>. Les gouvernements qui ont suivi (le gouvernement Allaoui en juin 2004, le gouvernement Jafari en mai 2005 et le gouvernement Maliki en juin 2006) n'ont pas pu échapper à cette logique ethno-confessionnelle une fois qu'elle avait été lancée, aggravée par la prédominance de partis dont certains se fondaient sur l'appartenance ethnique (UPK et PDK), et les autres avaient des visées sectaires (les partis islamistes chiites et, plus tard, les partis islamistes sunnites également<sup>19</sup>). L'évaporation politique, puis physique, de la classe moyenne en grande partie laïque n'a pas amélioré les choses<sup>20</sup>.

Les partis islamistes chiites furent les premiers bénéficiaires du nouveau système. Constituant une alliance unique (l'Alliance irakienne unifiée – AIU), qui reçut la bénédiction de la principale autorité religieuse des chiites, le grand ayatollah Ali al-Sistani, ils traduisirent leur supériorité numérique en une victoire électorale en janvier 2005. Celle-ci permit au groupe le mieux financé, le mieux équipé et le plus discipliné, le CSR II et sa milice Badr, de prendre les rênes du ministère de l'Intérieur et de ses forces de sécurité. Ces forces ne tardèrent pas à se trouver en première ligne des attaques lancées en représailles contre les sunnites, accusés de receler des groupes d'insurgés tels qu'Al-Qaïda en Irak. Le dirigeant d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab al-Zarkaoui, avait défendu ouvertement les attaques contre les chiites, qu'il qualifiait dans ses discours de « *rawafidh* ». Ainsi, les attentats suicides à la bombe perpétrés par des sunnites contre des foules et des mosquées chiites déclenchèrent une nouvelle et terrible spirale de « vendetta » sectaire, dans laquelle des escadrons de la mort de miliciens se faisant passer pour des forces de police tuaient sans discrimination des sunnites en représailles d'attaques d'insurgés lancées, sans discrimination non plus, contre des chiites<sup>21</sup>. À mesure que le nombre de victimes augmentait, la violence et l'intimidation forçaient les sunnites à quitter les quartiers de Bagdad à dominante chiite, et vice versa. L'attentat de la mosquée de Samarra, en février 2006, allait jouer un rôle essentiel dans cette escalade en faisant éclater la violence anti-sunnite directement dans la rue<sup>22</sup>.

Le CSR II utilisa son pouvoir à la fois au sein de l'AIU et en tant qu'AIU (face aux autres partis irakiens) pour faire pression en vue d'une nouvelle structure étatique irakienne qui, une fois établie, serait fondée sur des divisions ethniques et sectaires. S'emparant en août 2005, avec la liste kurde (tout aussi puissante et disciplinée), du processus constituant, il parvint à un accord important avec les partis kurdes – presque un marché, en fait –, selon lequel les Kurdes obtiendraient la province de Kirkouk avec ses ressources pétrolières, en

---

<sup>18</sup> Le Conseil de gouvernement transitoire eut deux gros problèmes : il devint un modèle institutionnel de sectarisme dans la vie politique et la construction de l'État, et ses politiciens soi-disant représentatifs étaient majoritairement des Irakiens qui, rentrés d'exil, n'avaient pas véritablement de racines dans la société irakienne.

<sup>19</sup> En 2005, on vit émerger une coalition islamiste sunnite, le Front irakien de la concorde, qui remporta 44 sièges aux élections parlementaires en décembre de la même année. L'un de ses principaux éléments est le Parti islamique irakien, la branche irakienne des Frères musulmans, qui, comme le CSR II et le Dawa, était en exil jusqu'en 2003.

<sup>20</sup> Cette couche de la population était la grande absente des deux élections de 2005, soit parce qu'elle n'a pas voté, soit parce qu'elle a voté pour la principale liste chiite. Lors de l'escalade des violences sectaires à Bagdad, à partir de 2005, beaucoup de membres de la classe moyenne ont fui en Syrie ou en Jordanie.

<sup>21</sup> International Crisis Group, *Iraq's Next War?* (voir ci-dessus note 3), pp. 14-21.

<sup>22</sup> Les forces du ministère de l'Intérieur, contrôlées par le CSR II, avaient été en première ligne des attaques lancées en représailles contre les sunnites, avec des opérations menées essentiellement par des escadrons de la mort. À partir de l'attentat contre le sanctuaire, la violence éclata directement dans la rue, les partisans de Moqtada al-Sadr en tête. Dans cette situation, les sadristes jouaient le rôle de muscles obéissant au cerveau CSR II.

échange de la création d'une super-région fédérale à dominante chiite dans le sud du pays (faisant du dirigeant du CSRII, Abdel Aziz al-Hakim, « le Barzani du sud », selon les termes d'un commentateur irakien)<sup>23</sup>. Les arabes sunnites seraient tenus à l'écart et privés de ressources importantes. Cet accord informel fut converti en un texte constitutionnel, et la Constitution fut approuvée lors d'un référendum populaire deux mois plus tard<sup>24</sup>. L'idée du CSRII d'instaurer un fédéralisme du sud a depuis lors été vivement critiquée comme étant le meilleur moyen de dissoudre l'Irak. Les Irakiens nationalistes, dont beaucoup sont chiïtes (y compris le mouvement de Moqtada al-Sadr et le parti Fadhila, qui est fortement représenté à Basra), s'y opposent vigoureusement, mais ils ne sont pas arrivés à vaincre l'alliance CSRII-Kurdes. En octobre 2006, une loi établissant le mécanisme de création de régions fédérales a été approuvée à une faible majorité<sup>25</sup>. Certains commentateurs occidentaux ont vu dans le processus en évolution une solution possible à la crise de plus en plus grave et ont proposé que le pays soit partagé en Kurdistan, « Chiïstan » et « Sunnistan », invoquant un précédent historique, les réalités actuelles et le souhait de la majorité de la population. Le fait d'avoir tort sur les trois points ne les a pas découragés<sup>26</sup>.

L'avenir de l'Irak ressemble plus au chaos total d'un État avorté qu'à une nette division ethno-confessionnelle (bien que la région kurde ait des chances de garder son intégrité si ses dirigeants réussissent à négocier la question épineuse des frontières, notamment à Kirkouk).

---

<sup>23</sup> Dans le cadre de cet arrangement, le CSRII aurait accepté de ne pas insister sur l'application de la loi islamique (la charia) au niveau national, et de laisser aux régions le choix d'en décider.

<sup>24</sup> Voir International Crisis Group, *Unmaking Iraq: A Constitutional Process Gone Awry*, Bruxelles, septembre 2005, disponible en anglais et en arabe à l'adresse : <http://www.crisisgroup.org> (date d'accès : 22 septembre 2007). Si le texte des dispositions de la Constitution relatives au fédéralisme et à Kirkouk découlait bien de l'accord conclu entre le CSRII et les partis kurdes, il était suffisamment imprécis pour permettre des interprétations divergentes. En outre, dans la mesure où le CSRII vise une super-région chiïte, la Constitution risque de ne pas s'avérer très utile. Tout en établissant le principe du fédéralisme régional, elle prescrit un système partant de la base et fondé sur des référendums locaux, dont le résultat pourrait être assez différent de celui qu'imaginait le CSRII. Les Kurdes s'en sont sans doute mieux tirés avec les dispositions relatives à Kirkouk, qui leur donnaient l'espoir de gagner la zone par référendum populaire, mais là, le résultat est incertain en raison d'une opposition massive. Pour une analyse du conflit au sujet de Kirkouk, voir International Crisis Group, *Iraq and the Kurds: The Brewing Battle Over Kirkuk*, Bruxelles, juillet 2006 (disponible en anglais, en arabe et en kurde), et *L'Irak et les Kurdes : pour une résolution de la crise de Kirkouk*, Bruxelles, avril 2007, tous deux à l'adresse : <http://www.crisisgroup.org> (date d'accès : 22 septembre 2007).

<sup>25</sup> Les travaux les plus intéressants sur le fédéralisme dans le sud du pays ont été menés par Reidar Visser. Ses textes sont disponibles en anglais sur le site : <http://historiae.org> (date d'accès : 22 septembre 2007). L'éclatement de l'Irak n'est probablement pas l'objectif du CSRII mais une conséquence involontaire de sa tentative pour garder le pouvoir. Faute d'un soutien populaire suffisant, le CSRII a utilisé sa puissante milice et l'appui de l'Iran comme sources de pouvoir. Avoir la maîtrise d'une super-région méridionale et de ses vastes ressources pétrolières perpétuerait ce pouvoir et lui permettrait de se maintenir en place. À vrai dire, il a justifié ses efforts en faveur d'une région du sud comme représentant une mesure de défense contre les violences des insurgés de la communauté arabe sunnite. Mais on voit mal comment le fait de rejeter les arabes sunnites protégerait les chiïtes de la violence.

<sup>26</sup> Les partisans occidentaux de la partition font valoir que l'Irak est une création artificielle résultant de l'Empire ottoman ; que les trois *vilayet* ottomans de Mossoul, Bagdad et Basra constituent une base naturelle pour trois régions aujourd'hui ; que les Irakiens, par choix ou sous la menace, se sont déjà regroupés en leurs propres régions ; et que la majorité des Irakiens ont indiqué ne pas pouvoir vivre avec des membres des autres communautés. En réalité, la notion d'Irak a une longue histoire derrière elle, y compris durant de longues périodes de l'Empire ottoman. Les trois *vilayet* ottomans, qui n'existent que pendant les trente dernières années de l'Empire, ne présentaient pas une homogénéité ethnique ou religieuse. Même aujourd'hui, la population reste mélangée dans la majeure partie du pays, malgré les campagnes de « nettoyage » confessionnel ; et dans les sondages qui se sont succédés, la plupart des Irakiens ont indiqué préférer que le pays demeure unifié, et beaucoup d'entre eux se sont dits favorables à un fédéralisme administratif fondé sur des provinces. Les principaux défenseurs de la position opposée sont les Kurdes, qui veulent l'indépendance. Les partisans de la partition n'ont pas proposé de solution pour Bagdad ni expliqué en quoi leur solution est compatible avec la Constitution irakienne, qu'ils disent soutenir.

Ceci soulève la question de savoir pourquoi les États-Unis ont facilité l'ascension des chiites au pouvoir (à moins que, comme beaucoup d'Irakiens, l'on ne souscrive à l'idée d'une conspiration selon laquelle les Américains auraient toujours voulu une partition de l'Irak). La réponse est que les États-Unis, en fait, n'en avaient pas l'intention. Ils souhaitaient apporter la démocratie à l'Irak, et cela signifiait d'abord des élections. Si la conséquence logique des élections libres était la montée des chiites au pouvoir, soit ils n'en avaient pas conscience, soit ils ne considéraient pas cela comme un problème. L'administration Bush espérait peut-être porter au pouvoir un régime laïque en poussant sur le devant de la scène, et en soutenant financièrement, des Irakiens en qui elle avait confiance tels qu'Ahmed Chalabi et Iyad Allaoui. Cette manœuvre n'eut pas eu l'effet escompté en raison de l'impopularité manifeste des deux hommes chez les Irakiens ordinaires, de la montée en puissance d'une politique religieuse et de la perte d'influence croissante des États-Unis, qui multipliaient les erreurs en tentant de pacifier et de reconstruire le pays. Le problème était que les élections n'avaient pas été gagnées par les chiites en tant que tels, mais par une coalition de partis islamistes chiites. Que la population chiite irakienne soutienne ou non ces partis (au-delà du fait de voter en leur faveur lors d'élections), les chiites ne sont pas prêts, maintenant qu'ils sont au pouvoir, à se laisser priver de cette occasion historique de gouverner un pays arabe et, pour le moment, ils vont tolérer les partis islamistes.

### **Le discours sectaire et le facteur Iran**

Pour les voisins arabes de l'Irak (l'Arabie saoudite, la Jordanie et les États du Golfe), la stratégie des États-Unis en Irak était véritablement déconcertante. Ils ne parvenaient pas à comprendre pourquoi l'administration Bush ferait à l'Iran la faveur de permettre aux chiites de prendre le pouvoir dans un pays arabe. Cela explique la virulence des mises en garde lancées par les dirigeants arabes à la veille des premières élections, en janvier 2005. Le roi Abdallah II de Jordanie signalait, dans un entretien accordé au *Washington Post*, qu'une influence grandissante de l'Iran en Irak pourrait se ressentir dans toute la région et mettre en place un « croissant » de mouvements ou des gouvernements chiites dominants qui s'étendrait du Liban jusqu'au Golfe<sup>27</sup>. Comme on pouvait s'y attendre, ses remarques provoquèrent la colère des chiites, et il ne tarda pas à faire machine arrière, déclarant qu'il parlait des chiites non pas en tant que communauté religieuse mais en tant que communauté *politique*, soutenue par l'Iran<sup>28</sup>. Cela n'apaisa guère les chiites, car ce que le monarque disait en réalité, c'était qu'il considérait que les partis chiites irakiens agissaient pour le compte des Iraniens. Ce point de vue fut confirmé par l'Égyptien Hosni Moubarak, qui, en avril 2006, déclarait à son tour que « la plupart des chiites » vivant dans les pays arabes « sont loyaux envers l'Iran, et non envers les pays dans lesquels ils vivent » [traduction CICR]<sup>29</sup>. En d'autres termes, les États

<sup>27</sup> Cité dans l'article de Robin Wright et Peter Baker, « Iraq, Jordan See Threat to Election from Iran », *The Washington Post*, 8 décembre 2004.

<sup>28</sup> *Jordan Times*, 6 janvier 2005. La Jordanie s'est associée à un effort visant à édifier un « mur arabe » contre le pouvoir croissant de l'Iran – effort qui a réuni l'Arabie saoudite et la plupart des États du Golfe contre l'Iran, la Syrie, le Qatar, le Hezbollah et le Hamas. La loyauté de la Syrie est contestée, et ce pays (qui a une population majoritairement sunnite mais des dirigeants appartenant à la communauté minoritaire alaouite) pourrait opérer un revirement décisif. Que le Qatar, avec sa grande base militaire américaine, soit présenté comme un allié de l'Iran s'explique davantage par les conflits qui l'opposent à l'Arabie saoudite que par une quelconque allégeance au pays situé de l'autre côté du Golfe.

<sup>29</sup> *USA Today*, 13 avril 2006. Les déclarations des deux dirigeants étaient totalement intéressées : « Vous, voyez », disaient-ils en substance à leurs alliés les États-Unis, « c'est ce que vous récoltez lorsque vous organisez des élections libres dans des pays comme les nôtres – des islamistes au pouvoir et un rôle accru de l'Iran dans la région » [traduction CICR]. Chose intéressante, ces déclarations étaient également en phase avec l'antichiisme exposé par les sunnites takfiris, tels que le responsable d'Al-Qaïda en Irak, Abou Moussab al-Zarkaoui – une

arabes estimaient que l'Iran servait ses propres intérêts par l'intermédiaire des communautés chiites de la région<sup>30</sup>. Ces mises en garde étaient quelque peu excessives : le croissant comprenait la Syrie, dont le régime dirigé par les alaouites n'est pas universellement reconnu comme chiite (en tout cas, certainement pas par lui-même) et n'a manifesté aucune intention de participer à une alliance chiite interrégionale. Toutefois, la Syrie entretient depuis longtemps une relation stratégique et intéressée avec l'Iran. Par conséquent, dans la mesure où la principale menace semblait venir de l'Iran, elle aussi était impliquée<sup>31</sup>.

L'irréparable a-t-il été commis en matière de sectarisme ? Le spectre du chiisme planant au-dessus de tout le Machrek devient-il une réalité ? Il serait prématuré de tirer cette conclusion. Tout laisse à penser que le nationalisme ethnique continue à modérer et diluer les passions sectaires – en Irak comme dans l'ensemble de la région. La division de l'AIU sur la question du fédéralisme dans le sud le montre. L'attitude arrogante et condescendante de l'Iran envers les partis chiites irakiens, que ceux-ci détestent car ils l'attribuent à du racisme (anti-arabe), fragilisera également tout grand projet d'alliance internationale chiite<sup>32</sup>. L'usage du mot « *rawafidh* » a beau avoir largement cours dans les quartiers sunnites pour désigner les chiites du pays, le terme le plus couramment utilisé à la fois par les sunnites et les chiites laïques pour qualifier les partis islamistes chiites et en particulier leurs membres est « *Safawiyin* » – descendants de la dynastie iranienne (chiite) des Safavides – autrement dit, Iraniens<sup>33</sup>. Quant aux chiites irakiens ordinaires, ils éprouvent encore moins de sympathie pour l'Iran, y compris son système de gouvernement.

Il en va de même pour le rôle de l'Iran et les relations entre chiites ailleurs dans la région. Preuve en est la guerre de juillet 2006 au Liban. Si l'on peut dire que l'Iran a soutenu le Hezbollah par solidarité avec les chiites, on peut aussi dire avec encore plus de raison qu'il y a eu convergence d'intérêts entre l'Iran et le Hezbollah pour contrecarrer ce qu'ils considéraient comme un plan israélo-américain visant à redessiner la carte de la région. C'est également pour cela que l'Iran soutient le Hamas, la branche palestinienne des Frères musulmans, mouvement incontestablement sunnite. Mais alors que, dans les territoires occupés, beaucoup apprécient vivement la solidarité de l'Iran avec la souffrance des

---

alliance contre nature s'il en fut, du moins du point de vue du roi Abdallah II, dont le régime a été la cible de violentes attaques de Zarkaoui, notamment les attentats à la bombe du 9 novembre 2005 contre des hôtels.

<sup>30</sup> Le régime iranien riposta par une déclaration à sa façon, prononcée par le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei : « Ceux qui utilisent de façon malveillante le takfiri [lisez : Zarkaoui] pour déclarer que de larges groupes de musulmans sont non-croyants, ceux qui insultent ce qui est sacré pour différentes branches de l'islam [lisez : les poseurs de bombes de la mosquée de Samarra], ceux qui trahissent les jeunes Libanais qui font honneur à l'oumma [lisez : le Hezbollah] et leur plantent un couteau dans le dos, ceux qui, pour faire plaisir aux Américains et aux sionistes, parlent de la menace fabriquée de toutes pièces d'un croissant chiite, ceux qui incitent à des hostilités fratricides et à l'anarchie en Irak afin de terrasser son gouvernement islamique et populaire, et ceux qui font pression sur le gouvernement élu du Hamas en Palestine, que ce soit volontairement ou non, seront jugés coupables, honnis par l'histoire et abhorrés par les générations futures, et considérés comme des mercenaires de l'ennemi brutal » [traduction CICR], *Agence de presse de la République islamique*, 29 décembre 2006.

<sup>31</sup> Si les régimes arabes ont été opposés à l'idée d'élections en Irak, c'est aussi peut-être parce qu'ils avaient conscience d'un ambitieux plan iranien visant à les ébranler dans toute la région en soutenant des mouvements islamistes qui, dans une élection libre, seraient probablement portés au pouvoir. Un observateur a indiqué : « Ironiquement, l'Iran s'est avéré le principal allié de la cause de la démocratie dans les pays arabes, car le meilleur moyen de saper les régimes en place est de promouvoir des mouvements islamistes populaires tels que le Hezbollah au Liban, les Frères musulmans en Égypte, le Hamas en Palestine et la majorité chiite en Irak » [traduction CICR]. Voir l'article de Shlomo Ben-Ami, « Let's consider reaching a grand bargain with Iran », *Daily Star*, 17 septembre 2007.

<sup>32</sup> Cependant, s'ils sont obligés de se défendre, ces mêmes partis pourraient bien se réfugier dans les bras protecteurs de l'Iran.

<sup>33</sup> Inversement, de nombreux chiites qualifient maintenant les sunnites tout simplement d'*irhabiyyin* (terroristes), épithète à connotation politique.

Palestiniens, l'attrait de ce pays en tant que puissance régionale est très faible<sup>34</sup>. Il est intéressant de voir que, pendant le conflit de l'été 2006, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, s'évertuait à minimiser l'importance des origines chiïtes de son mouvement en soulignant le caractère nationaliste arabe de sa lutte contre Israël : il s'agissait d'un mouvement de résistance national qui refusait de se soumettre à une puissance d'occupation coloniale et prédatrice. Par exemple, la chaîne de télévision du Hezbollah, Al-Manar, diffusait des chants nassériens qui étaient populaires en Égypte dans les années 1950, suscitant une réaction enthousiaste de la masse du peuple égyptien. Si nous examinons ce que les islamistes sunnites pensaient du Hezbollah, nous constatons que la majorité d'entre eux l'ont soutenu indéfectiblement pendant le conflit et que seuls les takfiris, fondamentalistes salafis, l'ont critiqué pour avoir servi les intérêts chiïtes et iraniens<sup>35</sup>.

Le conflit de juillet au Liban, cependant, et le fait que l'Irak a sombré dans la guerre civile sont tous deux symptomatiques d'un malaise plus grand au Moyen-Orient, issu de la non-résolution de problèmes qui entretiennent une colère latente, tels que le conflit israélo-palestinien et l'illégitimité du système étatique arabe. La fracture confessionnelle n'est que l'un des nombreux dangers qu'engendre ce malaise. Le chaos en Irak a conduit à une fragmentation sociétale, encourageant les communautés à être toujours sur la défensive et ne leur laissant d'autre choix que de rechercher la protection d'un éventail toujours plus large d'acteurs non étatiques – milices, groupes d'insurgés, organisations criminelles –, qui s'en trouvent renforcés. De nouvelles loyautés et identités ont ainsi émergé en nombre, au détriment d'une identité nationale irakienne.

La victoire du Hezbollah (sa capacité à survivre aux assauts d'une force militaire qui lui était de loin supérieure) a eu l'effet paradoxal de limiter la marge de manœuvre de ce mouvement. Celui-ci jouissait à l'époque d'une large popularité dans le monde arabe, quand il jouait avec succès la carte de la résistance, mais il ne pourra plus la rejouer aussi facilement car cela entraînerait encore des destructions, le privant peut-être du soutien dont il peut encore bénéficier au Liban, même parmi les chiïtes. Il se pourrait bien que les véritables vainqueurs soient les groupes sunnites radicaux de la mouvance Al-Qaïda, enhardis par le fait qu'Israël a perdu sa capacité de dissuasion et exempts des contraintes que connaît le Hezbollah<sup>36</sup>. Leurs principaux adversaires sont des régimes arabes dont la faillite morale en tant que représentants de leur peuple est depuis longtemps évidente. Le conflit de juillet a mis en évidence la fragilité de ces États : après avoir critiqué sévèrement le Hezbollah pour l'aventurisme dangereux dont il faisait preuve en provoquant une réaction disproportionnée d'Israël, certains régimes ont bientôt été obligés de se rétracter sous la pression populaire – l'opinion publique arabe ayant soutenu à cent pour cent le Hezbollah, sans voir, assez curieusement, l'implication iranienne qui était si évidente pour ces régimes. Ceux-ci, qui reposent sur des États policiers, ne sont peut-être pas faciles à renverser, mais ils ne peuvent guère, non plus, être renforcés par le double problème que constituent l'intervention militaire occidentale et un mécontentement populaire général.

La position interne agressive du Hezbollah face au gouvernement libanais et « l'auto-coup d'État » du Hamas à Gaza ont annulé certaines des avancées que ces partis islamistes

---

<sup>34</sup> L'Iran et son président haut en couleur, Mahmoud Ahmadinejad, peuvent s'attirer le soutien de l'homme de la rue dans le monde musulman en défendant les causes pro-palestinienne et anti-israélo-américaine que les masses populaires reprochent à leurs propres régimes – répressifs et pro-américains – de ne pas soutenir. Mais ce genre de solidarité émotionnelle est superficiel et ne signifie pas une adhésion aux politiques iraniennes. Pour des exemples de réactions enthousiastes aux pantalonnades d'Ahmadinejad, voir l'article de Jeffrey Fleishman, « Ahmadinejad hailed in Middle East », *Los Angeles Times*, 24 septembre 2007.

<sup>35</sup> Reuven Paz, « Hotwiring the Apocalypse: Jihadi Salafi Attitude towards Hizballah and Iran », *PRISM, Occasional Papers*, Vol. 4, N° 4, août 2006.

<sup>36</sup> Pour preuve, les mois de combats qui ont vu s'affronter, en 2007, Fatah al-Islam, groupe djihadiste installé dans le camp de réfugiés de Nahr al-Bared (nord du Liban), et les forces armées libanaises.

avaient enregistrées auprès des populations de toute la région. Le Hezbollah a prouvé, avec son offensive en faveur d'un pouvoir chiite au Liban, qu'en fin de compte il reste un parti sectaire. Le Hamas est lui aussi sectaire, en même temps que nationaliste, et le qualificatif de « chiïtes, chiïtes ! » scandé (à l'adresse de sunnites !) lors des rassemblements du Fatah le lui ont douloureusement rappelé. Le « lynchage » (chiïte) de Saddam Hussein (sunnite), en particulier, a eu pour effet radical d'ouvrir les yeux d'un public momentanément ébloui par la victoire nationaliste du Hezbollah sur l'impulsion chiïte/iranienne qui se cachait derrière cette victoire.

### **Conclusion : des tendances qui font contrepoids**

La situation actuelle est celle d'une bataille encore indécise entre des identités antagonistes, et un public ballotté par des régimes engagés dans un combat à mort contre des ennemis supposés. Plutôt qu'une évolution vers une nouvelle identité globale – nationalisme et religion –, nous assistons à une fragmentation et à un retour vers des identités plus anciennes, primordiales : la famille, le clan, la tribu, le groupe ethnique et les chefs locaux, vivants ou morts (seigneurs de la guerre, religieux, sages, saints).

Si l'on peut difficilement prévoir l'issue de cette bataille, il convient toutefois de relever certaines tendances :

- L'Iran déploie des efforts considérables pour devenir la première puissance du Golfe, et il sera peut-être impossible de l'arrêter dans sa progression. Cependant, sa réussite à long terme pourrait, en fin de compte, dépendre de la façon dont le régime choisit de présenter le pays : comme étant chiïte, ou persan, ou comme une entité moins étroite reflétant davantage la mosaïque de sa propre société, à savoir un pouvoir régional qui transcende des identités conflictuelles et gouverne les peuples en appliquant des principes d'équité et d'égalité. L'Iran a plutôt pour objectif de réduire l'influence des États-Unis et d'Israël que de propulser le Hezbollah au pouvoir pour diriger le Liban par procuration. Il a un intérêt pragmatique à parvenir à des arrangements viables avec ses voisins.
- Deux des principales puissances de la région, l'Iran (qui représente les chiïtes et les Persans) et l'Arabie saoudite (qui représente les sunnites et les Arabes), ont entamé un dialogue visant à réduire le dénigrement mutuel en créant un espace de compromis – en Irak, au Liban, en Palestine et partout où ces puissances s'affrontent et où leurs intérêts respectifs se heurtent. À terme, quel que soit le rôle joué par des puissances extérieures, les solutions régionales qui seront mises en place devront résulter essentiellement d'efforts régionaux de consolidation de la paix.
- Si les couches supérieures de la classe moyenne laïque de l'Irak vivent en ce moment à l'étranger (sunnites et chiïtes, bien que les premiers soient probablement majoritaires), elles pourraient cependant avoir un rôle important à jouer. La majorité silencieuse des Irakiens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, abhorrent la division, mais aussi longtemps que la violence et le chaos régneront, ils continueront de se faire absorber par des identités communautaires. D'ici dix ou vingt ans, il se peut qu'ils doivent relever le défi de reconstruire l'Irak de manière non sectaire.
- Même dans l'Irak sectaire, il y a eu des tentatives importantes pour nouer des alliances intercommunautaires et renforcer la notion de « chiïtes arabes » (par exemple, le mouvement sadriste, Fadhila et de nombreux indépendants de l'AIU), par opposition aux « chiïtes iraniens » (CSRII et Dawa). Les dissensions intra-sunnites et intra-chiïtes contribueront aussi à limiter les conflits entre sunnites et chiïtes.

- Sur le plan social, les mariages entre sunnites et chiites (de classe moyenne) ont été très courants. Si ce phénomène ne peut que pâtir des dissensions sectaires en Irak, il est peu probable que les habitudes des familles musulmanes changent dans les sociétés mixtes qui ne sont pas touchées par la violence.

Pour encourageantes que soient certaines de ces tendances, l'évolution récente de la situation annonce plutôt une période extrêmement dangereuse au Moyen-Orient (et par conséquent dans le monde entier). On pourrait assister ces prochaines années à un morcellement violent de l'Irak, à une remise en cause de toutes les frontières post-ottomanes, à des conflits régionaux (une réplique de la guerre Iran-Irak mais cette fois-ci directement entre l'Iran, d'un côté, et les anciens protecteurs de l'Irak, les États arabes, de l'autre), à une répression des communautés chiites (en Arabie saoudite, au Koweït et à Bahreïn), à une intervention américaine en Iran, à la poursuite de l'occupation, de la colonisation et des mesures d'expropriation israéliennes que subissent les Palestiniens, ainsi qu'à des soulèvements de population aiguillonnés par des attentats du type Al-Qaïda contre les régimes arabes.

Quoi que l'on puisse penser du renversement du régime irakien par les États-Unis et des désastreuses mesures de « *nation building* » qui ont suivi, il est dans l'intérêt de la communauté internationale d'empêcher la survenue d'événements encore plus graves maintenant que la situation échappe dangereusement à tout contrôle. Tous les efforts devraient viser à stabiliser l'Irak en aidant ses nombreux acteurs politiques à parvenir à un compromis global concernant les principales questions, indissociablement liées, de la structure de l'État, de la division des pouvoirs et du partage des revenus du pétrole. Ce nouveau pacte national pourrait apaiser les tensions sectaires et réduire la violence. Les États-Unis devraient indiquer clairement leur intention de se retirer progressivement de l'Irak une fois que l'énorme vide créé par leur guerre aura été comblé par une nouvelle structure étatique durable. Simultanément, il faut que le processus de paix en Israël et en Palestine soit relancé dans tous ses aspects. De plus, les États-Unis et leurs alliés devraient établir un dialogue avec la Syrie et l'Iran sur toutes les questions qui les divisent – dont, surtout, le programme nucléaire iranien. Toute stratégie qui resterait en-deçà de ces mesures pourrait s'avérer désastreuse.